

Les crédits

VIA, M. Denis de Belleval, et il n'est pas resté longtemps en fonction.

Maintenant, nous voyons le président du Canadien National, la compagnie qui ne pouvait pas offrir un service voyageurs rentable, mais qui fait actuellement un profit grâce aux opérations de VIA, devenir le PDG et le bourreau de VIA. Jusqu'où ira le cynisme du gouvernement?

• (1400)

Et le ministre, qu'a-t-il fait? Il a bien appris ses répliques et les a répétées avec une torpeur monotone, sans aucune conviction. Ce n'est même pas lui qui a pris la décision. D'après ce que j'ai su, le cabinet du premier ministre a profité de l'absence du ministre qui était malade pour prendre cette décision à huis clos. Le ministre aurait dû prendre son courage à deux mains et démissionner au lieu de se laisser manipuler par le premier ministre et le ministre des Finances.

Son comportement me rappelle un vers que j'ai lu dans *The Ancient Mariner*. «About, about in reel and rout, the death fires danced at night». Aujourd'hui, c'est le gouvernement qui est menacé par les flammes de la mort.

Quand le vice-premier ministre va-t-il avoir le courage de ses opinions? Aurait-il complètement changé d'avis en quelques années seulement? N'a-t-il pas peur de perdre ce qui lui reste de sa crédibilité qui fut, jadis, assez respectable? Je peux comprendre qu'il soit gêné, mais où sont passés ses engagements et ses convictions? S'il lui restait un peu de conviction, il aurait fait quelque chose, il aurait dit sa façon de penser. Il est devenu aussi cynique que le premier ministre, et les Canadiens se souviendront du leadership dont il aura fait preuve.

Jamais, dans toute l'histoire de notre pays, le service voyageurs a dû essuyer pires coups que les décisions que vient de prendre le gouvernement. Non seulement le gouvernement saccage le réseau ferroviaire, mais il détruit impitoyablement les moyens d'existence de nombreux citoyens, et pourquoi? Il n'y a pas que la rentabilité qui assure la survie d'un pays.

Pendant la dernière campagne électorale, les ministres conservateurs, qui ont parcouru tout le pays, ont abordé deux grands thèmes, le libre-échange et la bonne gestion financière. Les bulletins de vote à peine dépouillés, le gouvernement nous apprenait que la dette était hors de contrôle et que VIA devait disparaître. Le gouvernement est-il en train de laisser la voie libre à Amtrak pour que cette entreprise vienne assurer le transport ferroviaire au Canada? Comme ce serait merveilleux. Cela explique-t-il pourquoi le nouveau président de VIA est de toute

évidence en situation de conflit d'intérêts? On ne trouvera pas, madame la Présidente, de meilleure illustration du proverbe du loup enfermé dans la bergerie.

Le gouvernement a systématiquement refusé d'écouter les gens même s'il savait qu'il y avait une levée de boucliers. Il n'a jamais montré qu'il était disposé à écouter la population canadienne. Madame la Présidente, la population canadienne s'est prononcée massivement contre la suppression des services de VIA. Tout ce que le premier ministre et le ministre des Transports ont pu dire, c'est que nous n'avions pas les moyens d'avoir un service voyageurs. Quelle volte-face, quelle hypocrisie.

C'est ce qu'affirmait le gouvernement canadien pendant que le reste du pays soutenait qu'il voulait un service de transport amélioré, qu'il en avait besoin. Ce sont les contribuables qui paient, ce n'est pas le gouvernement. Le gouvernement n'a que l'argent que les contribuables lui donnent. C'est ce qu'affirmait le gouvernement tandis que presque tous les autres pays occidentaux, de même que des pays sous-développés, modernisaient et amélioreraient leurs services voyageurs.

Il n'est guère étonnant que le gouvernement n'ait pas voulu d'audiences publiques. Il n'en voulait pas parce qu'il ne voulait pas que tout le monde sache qu'il est complètement coupé de la réalité canadienne. Cependant, grâce à la détermination de la plupart des membres du Comité des transports, celui-ci a pu, contre la volonté du gouvernement, tenir des audiences publiques. Celles-ci ont de nouveau montré qu'une bonne partie de la population s'oppose aux compressions que le gouvernement veut imposer à VIA. Et s'il a le moindre respect pour le processus démocratique, pour ses électeurs, pour la population qu'il représente, le gouvernement doit se plier aux recommandations de ce comité.

Le gouvernement doit décréter immédiatement un moratoire sur les compressions annoncées pour VIA. Il doit modifier, par décret, le mandat de la Commission royale d'enquête sur un système de transport national et la charger d'examiner les services voyageurs et de déposer un rapport provisoire aussitôt que possible. Il est vraiment ironique qu'un gouvernement supprime un service, puis crée une commission pour qu'elle fasse rapport d'ici trois ans sur ce qu'il aurait dû faire.

Le gouvernement doit ordonner à la Commission royale de rédiger son rapport provisoire sur les services voyageurs en accordant une attention particulière aux points suivants: un mandat législatif, le matériel nécessaire pour l'avenir, l'accroissement de la productivité, les répercussions générales sur l'environnement, un train à grande vitesse dans le corridor Québec-Windsor et d'autres